

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITANOBEL

Rue de l'Industrie
BP 15
21270 Pontailler-sur-Saône

Références : SRNT-2024-0030-rapp
Code AIOT : 0006301319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Torchère 44440 Riaillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- La Torchère 44440 Riaillé
- Code AIOT : 0006301319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement TITANOBEL à Riaillé stocke des explosifs et les éléments nécessaires à la fabrication des explosifs sur les lieux de tir.

La visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée. Elle avait notamment pour objectif d'évaluer la robustesse du système de gestion des stocks des explosifs.

Les installations contrôlées sont une cellule du dépôt d'explosifs, afin de vérifier par sondage les quantités présentes en comparaison à l'état des stocks édité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- retour d'expérience et gestion des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	gestion du stock	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'état des stocks présenté ne correspondait pas aux quantités réellement présentes dans les cellules de stockage, à la suite d'un défaut sur le réseau au moment d'enregistrer des quantités d'explosifs le 1er décembre 2023.

Ce manquement pourrait laisser imaginer des défaillances sur la gestion de la quantité maximale stockée au regard des quantités autorisées sur le site et remet donc en cause la robustesse de la gestion des quantités d'explosifs sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion du stock

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, mesure de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures

associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
Ces actions sont tracées.
Constats : Les constats lors de l'inspection justifiant des suites administratives visant à proposer un arrêté de mise en demeure de respecter l'efficacité de la mesure de maîtrise des risques n°5 de la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du 13/11/2021, intitulée "Respect du timbrage du dépôt", sont explicitées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : retour d'expérience

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 6
Thème(s) : Risques accidentels, connaissance et prise en compte des retours d'expérience
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : L'accident du 7 décembre 2023 aux Seychelles (explosion d'un entrepôt d'explosifs de la Civil Construction Company Ltd) n'est pas connu. Mais il est constaté que d'autres incidents dans le domaine des explosifs sont bien connus et ont fait l'objet de sensibilisation.
Observations : La connaissance du retour d'expérience concernant les accidents liés au domaine des explosifs pourrait être améliorée en utilisant tous les vecteurs d'information disponibles. Sous 30 jours, l'exploitant présentera les éléments de son plan d'actions concernant la connaissance et la prise en compte du retour d'expérience par l'ensemble du personnel sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites